

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Office de Contrôle des Assurances
Règlement n° 5. — Approbation

Par arrêté ministériel du 2 mars 1979 est approuvé le règlement n° 5 du 3 janvier 1979 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les modalités générales pour l'application de l'article 17 de la loi du 9 juillet 1975 et les modalités particulières pour le blocage des valeurs mobilières susceptibles de dépôt.

Cet arrêté entre en vigueur à la date de la présente publication.

3 JANVIER 1979. — Règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les modalités générales pour l'application de l'article 17 de la loi du 9 juillet 1975 et les modalités particulières pour le blocage des valeurs mobilières susceptibles de dépôt

L'Office de Contrôle des Assurances,

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment les articles 17 et 29, quatrième alinéa;

Vu l'avis de la Commission des Assurances;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Office de Contrôle, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1975, notamment l'article 11;

Arrête :

Article 1er. Dans le présent règlement, il faut entendre par :

— la loi de contrôle : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

— le règlement général. L'arrêté royal du 12 mars 1976 fixant la date à laquelle certains articles de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances entrent en vigueur et portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances;

— l'Office de Contrôle : l'Office de Contrôle des Assurances;

— le règlement n° 3 : le règlement n° 3 du 8 novembre 1978 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives.

Art. 2. Toute entreprise à laquelle toutes ou certaines mesures de l'article 17 de la loi de contrôle sont appliquées, est tenue de respecter les dispositions du présent règlement à partir de la date à laquelle la décision d'application lui est signifiée. Cette signification se fait :

— soit par la remise d'un document en double exemplaire. La signature précédée de la date sur le double de ce document est valable comme accusé de réception;

— soit par une lettre recommandée. Dans ce cas, l'entreprise est supposée avoir pris connaissance de la décision, le troisième jour ouvrable qui suit la date de la poste;

— soit par exploit d'huissier.

Pour l'application du présent règlement, la date de la signification est respectivement :

— la date de l'accusé de réception;

— la date du troisième jour ouvrable qui suit la date de la poste;

— la date de l'exploit d'huissier.

Art. 3. L'entreprise concernée envoie immédiatement à l'Office de Contrôle une copie de l'inventaire permanent visé à l'article 3 du règlement n° 3.

Au cas où l'entreprise se base sur l'application de l'article 5, § 2, du règlement n° 3, pour l'affectation des actifs, elle enverra, en outre, des listes détaillées donnant la situation des valeurs représentatives à la date de la signification, établies conformément aux dispositions de l'article 11 du règlement n° 3.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Controledienst voor de Verzekeringen
Verordening nr. 5. — Goedkeuring

Bij ministerieel besluit van 2 maart 1979 wordt goedgekeurd de verordening nr. 5 van 3 januari 1979 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van de algemene modaliteiten voor de toepassing van artikel 17 van de wet van 9 juli 1975 en van de bijzondere modaliteiten voor de blokkering van de voor bewaargeving vatbare roerende waarden.

Dit besluit treedt in werking op de datum van deze bekendmaking.

3 JANUARI 1979. — Verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van de algemene modaliteiten voor de toepassing van artikel 17 van de wet van 9 juli 1975 en van de bijzondere modaliteiten voor de blokkering van de voor bewaargeving vatbare roerende waarden

De Controledienst voor de Verzekeringen,

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid de artikelen 17 en 29, vierde lid;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Verzekeringen;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 13 november 1975, inzonderheid het artikel 11;

Besluit :

Artikel 1. In deze verordening moet worden verstaan onder :

— de controlewet : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

— het algemene reglement : het koninklijk besluit van 12 maart 1976 tot vaststelling van de datum waarop sommige artikelen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen in werking treden en houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

— de Controledienst : de Controledienst voor de Verzekeringen;

— de verordening nr. 3 : de verordening nr. 3 van 8 november 1978 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van de regelen betreffende de doorlopende inventaris van de dekkingswaarden.

Art. 2. Een onderneming op dewelke alle of sommige van de maatregelen van artikel 17 van de controlewet worden toegepast, is gehouden de bepalingen van deze verordening te eerbiedigen vanaf de datum waarop haar de beslissing van toepassing wordt betekend. De betekenis geschiedt :

— ofwel door het overhandigen van een geschrift in dubbel exemplaar. De handtekening voorafgegaan door de datum op het dubbel van dit geschrift geldt als ontvangstmelding;

— ofwel door middel van een ter post aangetekend schrijven. In dit geval wordt de onderneming geacht kennis genomen te hebben van de beslissing op de derde werkdag die volgt op de postdatum;

— ofwel bij deurwaardersexploit.

Voor de toepassing van deze verordening is de datum van betekenis respectievelijk :

— de datum van ontvangstmelding;

— de datum van de derde werkdag die volgt op de postdatum;

— de datum van het deurwaardersexploit.

Art. 3. De betrokken onderneming zendt onmiddellijk aan de Controledienst een kopie van de in artikel 3 van de verordening nr. 3 bedoelde doorlopende inventaris.

Ingeval de onderneming voor de toewijzing van aktiva gebruik maakt van de toepassing van artikel 5, § 2, van de verordening nr. 3, zendt ze bovendien gedetailleerde lijsten, die de toestand van de dekkingswaarden weergeven op de datum van betekenis en die opgemaakt zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 van de verordening nr. 3.

Art. 4. A partir de la date de signification, toute affectation de valeurs représentatives doit faire l'objet d'une « déclaration écrite » rédigée selon le modèle joint en annexe I au présent règlement et signée par une personne pouvant engager valablement l'entreprise. Cette déclaration écrite sera envoyée à l'Office de Contrôle le jour de l'affectation.

Art. 5. § 1. En cas d'application de l'article 17, 2°, de la loi de contrôle, l'entreprise doit, pour chaque gestion distincte définie à l'article 10 du règlement général, ouvrir un ou plusieurs comptes spéciaux et bloqués auprès d'un organisme financier et y déposer les valeurs mobilières susceptibles de dépôt. Seuls les organismes financiers cités à l'article 19 du règlement n° 3 sont pris en considération.

§ 2. En cas d'affectation de valeurs représentatives en application de l'article 5, § 2, 1°, a, du règlement n° 3, il suffit de transformer les comptes déjà existants en comptes spéciaux et bloqués.

Art. 6. En cas d'inscription de valeurs représentatives à un compte spécial et bloqué conformément à l'article 5 du présent règlement et en cas d'inscription complémentaire à ce même compte, l'entreprise est tenue de soumettre à l'organisme financier une « déclaration » rédigée selon le modèle joint en annexe II au présent règlement et signée par une personne pouvant valablement engager l'entreprise.

Art. 7. § 1er. Comme preuve de l'observation de l'article 5 du présent règlement, l'entreprise concernée envoie à l'Office de Contrôle une « attestation » délivrée par l'organisme financier.

L'attestation est rédigée selon le modèle en annexe III au présent règlement et mentionne la dénomination de l'organisme financier ainsi que le numéro du compte spécial et bloqué.

§ 2. L'entreprise concernée doit communiquer également à l'Office de Contrôle une copie des récépissés délivrés par l'organisme financier, concernant les valeurs déposées en application du présent règlement.

Art. 8. Toute diminution ou toute modification de valeurs représentatives affectées ne peut s'opérer qu'après approbation de l'Office de Contrôle.

La demande de modification est envoyée à l'Office de Contrôle et doit être signée par une personne pouvant engager valablement l'entreprise.

Dans le cas où les valeurs représentatives affectées ne sont pas déposées en un compte spécial et bloqué, la demande doit être introduite au moyen d'un formulaire rédigé selon le modèle joint en annexe IV au présent règlement.

Dans le cas où les valeurs représentatives affectées sont déposées en un compte spécial et bloqué, la demande doit être introduite au moyen d'un formulaire rédigé selon le modèle joint en annexe V au présent règlement.

Art. 9. L'Office de Contrôle fixe la date à laquelle il est mis fin à l'application des articles précédents du présent règlement. La notification se fait selon un des modes visés à l'article 2 du présent règlement.

Eventuellement, il sera confirmé dans cette notification que les valeurs bloquées peuvent être débloquées et que la copie de l'inventaire visé à l'article 3 du présent règlement ainsi que les autres pièces concernant les valeurs représentatives seront rentrées à l'entreprise.

Art. 10. L'application des dispositions du présent règlement ne dispense aucunement l'entreprise concernée des obligations qui lui sont imposées par le chapitre II du règlement n° 3.

Art. 11. En cas de non-observation des obligations du présent règlement, l'entreprise concernée s'expose aux sanctions prévues par la loi de contrôle.

Art. 12. Les annexes jointes au présent règlement en font partie intégrante.

Art. 13. Le présent règlement sera publié au *Moniteur belge* en même temps que l'extrait de l'arrêté ministériel qui l'approuve.

Art. 4. Vanaf de datum van betekening, moet elke toewijzing van dekkingswaarden het voorwerp uitmaken van een « schriftelijke verklaring » opgesteld volgens het in bijlage I bij deze verordening gevoegd model en ondertekend door een persoon die de onderneming op rechtsgeldige wijze kan binden. Die schriftelijke verklaring wordt op de dag van de toewijzing aan de Controledienst gezonden.

Art. 5. § 1. In geval van toepassing van artikel 17, 2°, van de controlewet, moet de onderneming voor elk in artikel 10 van het algemeen reglement bepaald afzonderlijk beheer, bij een financiële instelling, één of meer bijzondere geblokkeerde rekeningen openen en daarop de voor bewaargeving vatbare roerende waarden neerleggen. Alleen de financiële instellingen opgesomd in artikel 19 van de verordening nr. 3 komen hiervoor in aanmerking.

§ 2. In geval van toewijzing van dekkingswaarden bij toepassing van artikel 5, § 2, 1°, a, van de verordening nr. 3, volstaat het de reeds bestaande rekeningen om te vormen in bijzondere geblokkeerde rekeningen.

Art. 6. In geval van neerlegging van dekkingswaarden op een geblokkeerde rekening overeenkomstig artikel 5 van deze verordening en in geval van bijkomende neerlegging op diezelfde rekening, is de onderneming gehouden een « verklaring » aan de financiële instelling over te leggen, opgesteld volgens het in bijlage II bij deze verordening gevoegd model en ondertekend door een persoon die de onderneming op rechtsgeldige wijze kan binden.

Art. 7. § 1. Tot bewijs van de naleving van de bepalingen van artikel 5 van deze verordening, zendt de betrokken onderneming een door de financiële instelling afgeleverd « attest » aan de Controledienst.

Het attest wordt opgesteld volgens het in bijlage III bij deze verordening gevoegd model en vermeldt de benaming van de financiële instelling alsmede het nummer van de bijzondere geblokkeerde rekening.

§ 2. De betrokken onderneming moet eveneens aan de Controledienst een kopie van de door de financiële instelling afgeleverde bewijzen zenden met betrekking tot de bij toepassing van deze verordening neergelegde waarden.

Art. 8. Elke vermindering of vervanging van dekkingswaarden kan slechts geschieden na goedkeuring door de Controledienst.

De aanvraag tot wijziging wordt aan de Controledienst gezonden en moet door een persoon die de onderneming op rechtsgeldige wijze kan binden ondertekend zijn.

Ingeval de toegezwezen dekkingswaarden niet op een bijzondere geblokkeerde rekening zijn neergelegd, moet de aanvraag geschieden door middel van een formulier opgesteld volgens het in bijlage IV bij deze verordening gevoegd model.

Ingeval de toegezwezen dekkingswaarden neergelegd zijn op een bijzondere geblokkeerde rekening, moet de aanvraag geschieden door middel van een formulier opgesteld volgens het in bijlage V bij deze verordening gevoegd model.

Art. 9. De Controledienst bepaalt de datum waarop een einde wordt gesteld aan de toepassing van de in vorige artikelen van deze verordening bedoelde maatregelen. De betekening aan de onderneming geschiedt op een van de in artikel 2 van deze verordening bedoelde wijzen.

Desgevallend wordt in die betekening bevestigd dat de geblokkeerde waarden mogen vrijgegeven worden en dat de in artikel 3 van deze verordening bedoelde kopie van de doorlopende inventaris alsmede alle andere stukken betreffende de dekkingswaarden worden teruggestonden.

Art. 10. De toepassing van de bepalingen van deze verordening stelt de betrokken onderneming geenszins vrij van de verplichtingen haar opgelegd bij hoofdstuk II van de verordening nr. 3.

Art. 11. Bij niet-naleving van de krachtens deze verordening opgelegde verplichtingen, stelt de betrokken onderneming zich bloot aan de sancties waarin de controlewet voorziet.

Art. 12. De bij deze verordening gevoegde bijlagen maken er integrend deel van uit.

Art. 13. Deze verordening zal in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt samen met het uittreksel van het ministerieel besluit tot goedkeuring ervan.

Zij treedt in werking op de dag van haar bekendmaking.

Brussel, 3 januari 1979.

Le président,
A. Dumortier.

De voorzitter,
A. Dumortier.

Annexe I au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances

DECLARATION

Dénomination de l'entreprise :

Adresse :

Code :

Le(s) soussigné(s)
(nom, prénom)

(agissant en qualité de)

ayant pouvoir de représenter à l'égard des tiers l'entreprise indiquée ci-dessus,
— certifie(nt) que les valeurs indiquées ci-dessous appartiennent en pleine propriété à l'entreprise et sont
affectées à la représentation des réserves techniques de la gestion distincte (1)

— s'engage(nt) à soumettre toute suppression ou diminution d'affectation à l'accord préalable de l'Office de
Contrôle des Assurances.

Désignation des valeurs	Valeur d'acquisition	Valeur d'affectation
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

(1) Dénomination de la gestion distincte. (signature(s))

Vu pour être annexé au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances.

Le Président,
A Dumortier.

Bijlage I bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen

VERKLARING

Benaming van de onderneming :

Adres :

Kodenummer :

De ondergetekende(n)
(naam, voornaam)

(handelend in hoedanigheid van)

die bevoegd is/zijn om de genoemde onderneming jegens derden te vertegenwoordigen,
— bevestigt/bevestigen dat de hieronder aangeduide waarden, in volle eigendom toebehoren aan de onderneming en toegewezen zijn als dekking van de technische reserves van het afzonderlijk beheer (1)

— verbindt/verbinden zich ertoe, elke opheffing van toewijzing of vermindering ervan, aan het voorafgaand akkoord van de Controledienst voor de Verzekeringen voor te leggen.

Aanduiding van de waarden	Aanschaffingswaarde	Affektatiewaarde
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

(1) Benaming van het afzonderlijk beheer.

Gezien om gevoegd te worden bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen.

De Voorzitter,
A. Dumortier.

Annexe II au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances

DECLARATION

Dénomination de l'entreprise :

Adresse :

Code :

Le(s) soussigné(s)
(nom, prénom)
.....
.....
(agissant en qualité de)
.....
.....

ayant pouvoir de représenter à l'égard des tiers l'entreprise indiquée ci-dessus,
— certifie(nt) que les valeurs indiquées ci-dessous appartiennent en pleine propriété à l'entreprise et sont
affectées à la représentation des réserves techniques de la gestion distincte (1)

— prie(nt) (2)

d'inscrire ces valeurs au compte spécial et bloqué n°

Désignation des valeurs	Valeur nominale ou nombre
.....
.....
.....
A	le

(signature(s))

(1) Dénomination de la gestion distincte.

(2) Dénomination et adresse de l'organisme dépositaire.

Vu pour être annexé au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances.

Le Président,
A Dumortier.

Bijlage II bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen

VERKLARING

Benaming van de onderneming :

Adres :

Kodenummer :

De ondergetekende(n)
(naam, voornaam)
.....
.....
(handelend in hoedanigheid van)
.....
.....

die bevoegd is/zijn om de genoemde onderneming jegens derden te vertegenwoordigen,
— bevestigt/bevestigen dat de hieronder aangeduide waarden, in volle eigendom toebehoren aan de onderneming en toegewezen zijn als dekking van de technische reserves van het afzonderlijk beheer (1)

— verzoekt/verzoeker de (2)

deze waarden neer te leggen op de bijzondere geblokkeerde rekening nr.

Aanduiding der waarden	Nominaal waarde of aantal
.....
.....
.....
.....

Te, op

(handtekening(en))

(1) Benaming van het afzonderlijk beheer.

(2) Benaming en adres van de in bewaring nemende instelling.

Gezien om gevoegd te worden bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen.

De Voorzitter,
A. Dumortier.

Annexe III au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances

ATTESTATION

Dénomination de l'organisme dépositaire :

Adresse :

Le(s) sousigné(s)
(nom, prénom)

(agissant en qualité de)

ayant pouvoir de représenter à l'égard des tiers l'entreprise indiquée ci-dessus,
— certifie(nt) que le compte spécial et bloqué n°
au nom de (1)
est réservé au dépôt des valeurs représentatives de la gestion distincte (2)
en application de l'article 17, 2° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.
— déclare(nt) avoir pris connaissance de l'article 17, 2° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

A, le

(signature(s))

(1) Dénomination, adresse et code de l'entreprise d'assurances.

(2) Dénomination de la gestion distincte.

Vu pour être annexé au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances.

Le Président,
A. Dumortier.

Bijlage III bij de verordening nr. 5 van de Controleidienst voor de Verzekeringen

ATTEST

Benaming van de in bewaring nemende instelling :

Adres :

De ondergetekende(n)
(naam, voornaam)

(handelend in hoedanigheid van)

die bevoegd is/zijn om de genoemde onderneming jegens derden te vertegenwoordigen,
— bevestigt/bevestigen dat de bijzondere geblokkeerde rekening nr. op naam van (1)
voorbehouden is voor de neerlegging van dekkingswaarden van het afzonderlijk beheer (2)
in toepassing van artikel 17, 2° van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.
— verklaart/verklaren kennis genomen te hebben van artikel 17, 2° van de wet van 9 juli 1975 betreffende
de controle der verzekeringsondernemingen.

Te, op

(handtekening(en))

(1) Benaming, adres en kodenummer van de verzekeringsonderneming.

(2) Benaming van het afzonderlijk beheer.

Gezien om gevoegd te worden bij de verordening nr. 5 van de Controleidienst voor de Verzekeringen.

De Voorzitter,
A. Dumortier.

Annexe IV du règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances

DEMANDE DE MODIFICATION DE LA COMPOSITION
DES VALEURS REPRESENTATIVES NON DEPOSEES EN UN COMPTE SPECIAL ET BLOQUE

Dénomination de l'entreprise :

Adresse :

Code :

Le(s) soussigné(s)
(nom, prénom)
.....
.....
.....
(agissant en qualité de)
.....
.....
.....

ayant pouvoir de représenter à légard des tiers l'entreprise indiquée ci-dessus,

A. demande(nt) la suppression de l'affectation des valeurs représentatives de la gestion distincte (1)
..... indiquées ci-après.

Désignation des valeurs	Valeur d'affectation
.....
.....
.....
.....

B. déclare(nt) que les valeurs ci-dessus seront remplacées par :

Désignation des valeurs	Valeur d'affectation
.....
.....
.....
.....

A, le

(signature(s))

(1) Dénomination de la gestion distincte.

Case réservée à l'Office de contrôle des Assurances

AUTORISATION

La suppression d'affectation des valeurs mentionnées en A est accordée.

Bruxelles, le
Le fonctionnaire-délégué.

Vu pour être annexé au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances.

Le Président,
A Dumortier.

Bijlage IV bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen

AANVRAAG TOT WIJZIGING AAN DE SAMENSTELLING
VAN DE DEKKINGSWAARDEN DIE NIET NEERGELEGD ZIJN
OP EEN BIJZONDERE GEBLOKKEerde REKENING

Benaming van de onderneming :

Adres :

Kodenummer :

De ondergetekende(n) (naam, voornaam)	(handelend in hoedanigheid van)
.....
.....
.....

die bevoegd is/zijn om de genoemde onderneming jegens derden te vertegenwoordigen,

A. verzoekt/verzoeken om opheffing van toewijzing van de hieronder aangeduide dekkingswaarden van het afzonderlijk beheer (1) :

Aanduiding van de waarden	Affektatiewaarden
.....
.....
.....

B. bevestigt/bevestigen dat voormelde waarden zullen vervangen worden door :

Aanduiding van de waarden	Affektatiewaarden
.....
.....
.....

Te, op

(handtekening(en))

(1) Benaming van het afzonderlijk beheer.

Vak voorbehouden aan de Controledienst voor de Verzekeringen

TOELATING

De opheffing van toewijzing van de onder A vermelde waarden wordt verleend.

Brussel,

De afgevaardigde ambtenaar.

Gezien om gevoegd te worden bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen.

De Voorzitter,
A. Dumortier.

Annexe V au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances

**DEMANDE DE MODIFICATION DE LA COMPOSITION
DES VALEURS REPRESENTATIVES DEPOSEES EN COMPTE SPECIAL ET BLOQUE**

Dénomination de l'entreprise :

Adresse :

Code :

Le(s) soussigné(s)
(nom, prénom)

(agissant en qualité de)

ayant pouvoir de représenter à l'égard des tiers l'ent reprise indiquée ci-dessus,

A. sollicite(nt) l'autorisation de retirer les valeurs indiquées ci-après déposées en compte spécial et bloqué
n° auprès de (1) et affectées à la gestion distincte (2)

Désignation des valeurs	Valeur nominale ou nombre	Valeur d'affectation
.....
.....
.....

B. déclare(nt) que les valeurs susmentionnées seront remplacées par le dépôt des valeurs ci-après.

Désignation des valeurs	Valeur nominale ou nombre	Valeur d'affectation
.....
.....
.....

A , le

(signature(s))

(1) Dénomination et adresse de l'organisme dépositaire.

(2) Dénomination de la gestion distincte.

Case réservée à l'Office de contrôle des Assurances

AUTORISATION

La suppression d'affectation des valeurs mentionnées en A est accordée.

Bruxelles, le

Le fonctionnaire-délégué.

Vu pour être annexé au règlement n° 5 de l'Office de Contrôle des Assurances.

Le Président,
A. Dumortier.

Bijlage V bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen

AANVRAAG TOT WIJZIGING AAN DE SAMENSTELLING
VAN DE DEKKINGSWAARDEN NEERGELEGD OP EEN BIJZONDERE GEBLOKKEERDE REKENING

Benaming van de onderneming :

Adres :

Kodenummer :

De ondergetekende(n)
(naam, voornaam)

(handelend in hoedanigheid van)

die bevoegd is/zijn om de genoemde onderneming jegens derden te vertegenwoordigen,

A. verzoekt/verzoeken om vrijgeving van de hierna vermelde waarden neergelegd op de bijzondere geblokkeerde rekening nr. bij (1) en toegewezen aan het afzonderlijk beheer (2)

Aanduiding van de waarden	Nominaal bedrag of aantal	Affektatiewaarden
.....
.....
.....

B. bevestigt/bevestigen dat voormelde waarden door een deposito van de volgende waarden vervangen worden :

Aanduiding van de waarden	Nominaal bedrag of aantal	Affektatiewaarden
.....
.....
.....

Te , op

(handtekening(en))

(1) Benaming en adres van de in bewaring nemende instelling.

(2) Benaming van het afzonderlijk beheer.

Vak voorbehouden aan de Controledienst voor de Verzekeringen

TOELATING

De opheffing van toewijzing van de onder A vermelde waarden wordt verleend.

Brussel,

De afgevaardigde ambtenaar.

Gezien om gevoegd te worden bij de verordening nr. 5 van de Controledienst voor de Verzekeringen.

De Voorzitter,

A. Dumortier.